



Forum National sur la Sécurité : Les préparatifs vont bon train

Page 13

Les éditions

Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du mercredi 12 juillet 2017

d' Afrique

7 Jrs/7

N°448

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 19.

Fête nationale du 11-Décembre : le gouvernement traduit sa reconnaissance aux forces vives de la région du Centre-Nord

Page 9



Burkina start-up : Une nouvelle possibilité pour les jeunes de réaliser leurs projets

Page 2



Préparatifs du Traité d'amitié et de coopération : Les Premiers ministres ivoiriens et burkinabè ouvrent la séance de travail bilatérale entre les experts

Page 11



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Commémoration du 30ème anniversaire de la création de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS): Message du Directeur Général

Page 16

Burkina start-up : Une nouvelle possibilité pour les jeunes de réaliser leurs projets

Région du Sud-Ouest



Le programme Burkina Start-up va financer et encourager les projets originaux et innovants des start uper.

Le Premier ministre Paul Kaba Thiéba a procédé ce mardi 11 juillet 2017 à Ouagadougou, au lancement officiel du programme « Burkina start-up ». Ce programme de 10 milliards de francs CFA sur une durée de 5 ans est une nouvelle possibilité à la jeunesse de réaliser ses projets et participer pleinement au développement du pays. C'est le Fonds burkinabè de développement économique et social qui est chargé de l'exécution dudit programme.

Le Burkina offre une nouvelle possibilité à la jeunesse de réaliser ses projets et participer pleinement au développement du pays. Le Premier ministre a lancé le programme start up Burkina ce mardi 11



Avec ce projet, j'ai la conviction maintenant que le Burkina est vraiment is back.

juillet 2017 à Ouagadougou.

L'objectif de ce programme est de favoriser la naissance et l'émergence des petites

et moyennes entreprises structurantes, innovantes et viables à travers un nouveau mécanisme de financement à l'auto emploi. Autrement dit, il

La suite à la page 3

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2



Les bénéficiaires de ce projet étaient présents massivement au lancement du programme.

s'agit d'accompagner des jeunes détenteurs de projets originaux et innovants. 100 projets seront sélectionnés chaque année et financés à hauteur de deux milliards de francs CFA. Ainsi pendant les 5 ans, ce sont au total 500 projets qui bénéficieront du coup de pouce du gouvernement burkinabè.

D'un montant global de 10 milliards de franc CFA, le programme Burkina Start-up va financer et encourager les projets originaux et innovants des start uper. Pour le premier ministre c'est un programme qui vise à accompagner la jeunesse, à réduire le chômage, à actionner les leviers du développement et à faire du Burkina Faso un centre de production. « J'ai encore maintenant plus la conviction que le Burkina Faso is back. Qu'avec un instrument comme « Burkina

start up », nous pouvons répondre aux besoins des jeunes. Nous pourrons réaliser la transformation structurelle du pays et nous pourrons faire en sorte que le Burkina connaisse une croissance beaucoup plus forte, beaucoup plus solide, beaucoup plus résiliente »

C'est à travers le fonds burkinabè de développement économique et social que le projet sera géré. Les jeunes sont donc invités à soumettre leur projet pour bénéficier des avantages de ce fonds.

Selon Blaise Kiemdé, Directeur général du fonds burkinabè de développement économique et social, sa structure sera un partenaire de ce projet et prend le risque avec cette société pour la développer, dit-il. « En devenant donc partenaire de ces sociétés, on va leur apporter un soutien

en termes d'encadrement, de management pour leur permettre de grandir et ensuite que le fond sentira que cette structure est assez mure, le fonds se retirera et va céder ses parts soit aux membres créateurs ou à d'autres entités »

Les inscriptions se font uniquement en ligne et chaque année se sont 100 projets de start uper qui seront sélectionnés pour un coût de deux milliards de francs CFA et ce, pendant 5 ans. A terme, ce sont 500 projets dans tous les domaines qui vont être financés.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Police de Proximité : Le Niger s'inspire de l'expérience du Burkina Faso

Région du Centre



Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Simon Compaoré, a reçu en audience le mardi 11 juillet 2017, une délégation Nigérienne conduite par le Directeur Général de l'Administration Territoriale et de la Déconcentration du Niger, monsieur Aïdara Abdoulaye.

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Simon Compaoré, a reçu en audience le mardi 11 juillet 2017, une délégation Nigérienne conduite par le Directeur Général de l'Administration Territoriale et de la Déconcentration du Niger, monsieur Aïdara Abdoulaye. La délégation a déclaré être venue s'inspirer de l'expérience du Burkina Faso, en matière de Police de Proximité.



Le partenariat, foi de M. Aïdara Abdoulaye, sera aussi développé certainement avec la République du Mali pour endiguer l'insécurité qui menace les trois pays.

« Les questions de sécurité dans nos pays se posent avec acuité. Nous devons ensemble main dans la main, gérer ces questions afin de donner à nos populations plus de chance de réussir leur développement endogène et

local. Nous voulons aussi amener les populations à coopérer pour gérer par elles-mêmes, leur propre

sécurité. Monsieur le ministre vient de nous donner la preuve que ses collaborateurs sont en train de construire une chose durable. Et nous, nous allons tirer profit de notre présence avec eux, afin d'avoir les meilleures pratiques pour une application sur le territoire nigérien », a déclaré le chef de la délégation. Ce partenariat, foi de M. Aïdara Abdoulaye, sera aussi développé certainement avec la République du Mali pour endiguer l'insécurité qui menace les trois pays.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du Ministère de la Sécurité

ANNONCE

CENTRE D'EXAMEN EUROPEEN

SEMINAIRES DE CERTIFICATION en Suivi-Evaluation des Projets et Programmes



Certificats

- ✓ Spécialisation
250.000 FCFA
- ✓ Expertise
500.000 FCFA

A Ouagadougou

du 17 au 21 Avril 2017
du 19 au 23 Juin 2017
du 21 au 25 Août 2017
du 11 au 15 Décembre 2017

A Bobo Dioulasso

du 03 au 07 Avril 2017
du 28 Août au 1er Septembre 2017

Inscription 60 jours avant le début du séminaire : réduction de 20%
Inscription 30 jours avant le début du séminaire : réduction de 10%
Inscription en groupe de 5 personnes : réduction supplémentaire de 10%

www.sciences-campus.org

contact@ebs-edu.fr

Ouagadougou

Au Centre d'Examen Européen
Situé sur l'Avenue Sembene Ousmane
à 500m de l'Ambassade des Etats Unis
Face à la Station Total Ambassade
Tel: +22672074141 / +22672072020 / +22666200026

Bobo-Dioulasso

A l'Institut Supérieur des Sciences
et Technologies ISC-Bobo au Centre Ville
sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo
à l'Immeuble Sanga Madi
Tel: +22672080303 / +22670010505

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Relecture des projets de textes de la mutuelle du personnel de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique

Région du Centre-Ouest



Un atelier de relecture des projets de textes de la mutuelle du personnel de la justice, des droits humains et de la promotion civique.

Le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique (MJDHPC) a tenu du 05 au 07 juillet 2017 à Koudougou, un atelier de relecture des projets de textes de la mutuelle du personnel de la justice, des droits humains et de la promotion civique.

L'ouverture de la session des travaux a été présidée par Madame DERME/TRAORE Maïmouna, Conseiller Technique, le mercredi 05 juillet 2017. Après la validation de l'étude de faisabilité du consultant par le comité chargé de la



Après la validation de l'étude de faisabilité du consultant par le comité chargé de la validation et la mise en œuvre des recommandations de l'étude de faisabilité sur la mutuelle du Ministère.

La suite à la page 7

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6

validation et la mise en œuvre des recommandations de l'étude de faisabilité sur la mutuelle du Ministère, des Droits humains et de la Promotion civique la grande étape suivante est la tenue des assemblées consultatives pour la mise en

place des organes de la mutuelle. C'est dans le cadre de la mise en œuvre de cette étape, qu'il s'avère indispensable de procéder d'abord à la relecture des projets de textes qui avaient déjà été élaborés et validés en prenant en compte le changement institutionnel à savoir

la fusion des deux ministères et les recommandations de l'étude de faisabilité.

AGRICULTURE CLIMATO-INTELLIGENTE Jacob OUEDRAOGO expose la vision du Burkina Faso à Rome

Italie

Le Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Jacob OUEDRAOGO, participe à la 40e Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), sur le thème « Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire », du 03 au 08 juillet 2017 à Rome. Dans une déclaration faite dans la soirée du lundi 03 juillet, le ministre OUEDRAOGO a exposé la vision de son pays dans la gestion des risques climatiques et l'atteinte de la souveraineté alimentaire.

Face au changement climatique, le gouvernement burkinabè a pris plusieurs mesures aussi bien Aménagements Hydrauliques, Jacob Ouédraogo, à la quarantième conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le 03 juillet 2017 à Rome en Italie. Mieux, le Plan National de



Dans une déclaration faite dans la soirée du lundi 03 juillet, le ministre OUEDRAOGO a exposé la vision de son pays dans la gestion des risques climatiques et l'atteinte de la souveraineté alimentaire.

Développement Economique et Social (PNDES) du Burkina Faso a fait de la gestion des risques climatiques et du renforcement de la résilience des ménages agricoles une priorité, a soutenu le Ministre Jacob Ouédraogo. Cet engagement se concrétise par la récupération des terres agricoles dégradées,

l'amélioration de la fertilité des sols par la production et l'utilisation de la fumure organique, puis la mise en place progressive de l'assurance-récolte, entre autres. En faveur des ménages et des communautés, les interventions prévues portent sur l'aménagement de périmètres irrigués et de bas-

La suite à la page 8

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7

fonds aménagés, la construction de barrages et de petites retenues d'eau, la promotion du warrantage et l'information sur les risques agricoles. L'exécutif burkinabè a aussi élaboré et mis en œuvre un plan de réponse et de soutien aux personnes vulnérables pour améliorer leur résilience face aux effets néfastes du changement climatique. Pour l'année 2017, le coût global du plan est de 21 milliards de Francs CFA, soit 32 millions d'Euro. Par ailleurs, le Burkina Faso a souscrit à la mutuelle panafricaine de gestion des risques agricoles dénommée « Africa Risk Capacity – ARC- ». Il s'agit de garantir la prise en charge des personnes touchées par des sécheresses extrêmes. L'appartenance de notre pays à l'Alliance Globale pour la résilience (AGIR) est censée renforcer ses capacités de riposte et de prévention de tout choc climatique. Autant de mesures égrenées, à la tribune de la FAO, par le ministre Jacob OUEDRAOGO, et prises pour juguler les risques liés à la sécheresse, aux inondations, à la volatilité des prix des céréales, aux risques phytosanitaires et à une moindre mesure aux risques fonciers. Ces chocs qui maintiennent les ménages agricoles, surtout les exploitants agricoles familiaux, dans un cycle de précarité alimentaire. « Au Burkina Faso par exemple, en termes de coûts, ces facteurs climatiques ont causé pour les trois céréales traditionnelles (mil, maïs et sorgho blanc), des pertes totales d'une valeur moyenne de plus de 33 milliards de FCFA entre 2005 et 2012 », a ajouté le ministre OUEDRAOGO. A la FAO, l'un des principaux soutiens du Burkina Faso dans

sa lutte pour la souveraineté alimentaire, M. OUEDRAOGO a réitéré ses remerciements. Il a aussi salué l'ensemble des délégations présentes pour leurs efforts inestimables en vue de promouvoir une agriculture climato-intelligente à même de répondre au besoin de consommation des ménages. Il a, en outre, félicité le Sénégal dont la candidature a été retenue pour abriter le bureau sous régional de la FAO, tout en lui assurant de l'engagement du Burkina Faso à l'accompagner dans le combat commun contre la faim. La conférence de la FAO a pour objectif de réunir les représentants des Etats membres en vue de revoir et voter le programme de travail

et le budget de l'institution et de discuter de nombreuses questions pressantes. A cette 40e session, les participants traiteront de l'atteinte de l'objectif mondial faim zéro, les pénuries d'eau, la sécurité alimentaire et l'évolution du climat au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la lutte contre la faim dans les pays touchés par des conflits, le rôle du développement rural dans la résolution du phénomène migratoire, etc. Direction de la Communication/ Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques.

Communiqué

Le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement tiendra l'Assemblée Sectorielle des projets et programmes le jeudi 13 juillet 2017 dans la salle de réunion de la Direction Générale de la promotion de l'Economie rurale (DGPER), sise à Ouaga 2000.

L'objectif est d'apprécier les performances des projets et programmes afin d'évaluer leur contribution au développement économique et social du Burkina Faso et d'identifier les mesures globales et spécifiques à même de rationaliser ces projets et programmes pour plus d'efficacité dans leur gestion et de produire un rapport de performance à l'attention de la plénière de l'Assemblée Générale



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Fête nationale du 11-Décembre : le gouvernement traduit sa reconnaissance aux forces vives de la région du Centre-Nord

Région du Centre-Nord



Cette cérémonie est importante, car même si l'Etat fait des réalisations, il faut avoir l'adhésion de la population pour sa réussite», a souligné Alfred Gouba.

Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD), à travers le Secrétariat Permanent du Comité National d'Organisation de la fête nationale du 11-Décembre a organisé le vendredi 07 juillet 2017 à Kaya, une cérémonie de remerciements des forces vives de la région du Centre-Nord et de remises d'attestations aux structures qui ont contribué à la réussite de l'édition 2016. C'était sous la présidence du Secrétaire d'Etat chargé de la Décentralisation, Alfred Gouba, représentant le Ministre de l'Administration Territoriale

et de la Décentralisation.

« La rencontre de ce matin a été voulue par son Excellence le Président du Faso, qui a tenu à ce que le gouvernement à travers un certain nombre de ministres puissent venir à Kaya pour dire merci à la population, pour non seulement, sa mobilisation mais aussi et surtout, pour sa contribution pour le succès des festivités du 11-Décembre 2016, dans ' la cité du cuir'. Pour des contraintes de calendriers, les membres du gouvernement qui devaient venir n'ont pas pu effectuer le déplacement. Cette cérémonie est importante, car même si l'Etat fait des réalisations, il faut

avoir l'adhésion de la population pour sa réussite», a souligné Alfred Gouba. Selon lui, certaines difficultés dont notamment le report de la manifestation et les problèmes budgétaires ont jalonné l'organisation, mais malgré tout, les populations ont accepté de se donner la main pour que la fête soit belle. Dans cette même lancée, Madame le gouverneur de la Région du Centre-Nord Nandy Somé/Diallo et le Secrétaire Permanent du Comité National d'Organisation de la fête nationale du 11- Décembre, Boukari Khalil Bara ont aussi saisi cette occasion, pour témoigner leur reconnaissance aux acteurs de la région et aux structures

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9



Dans ce sens, les représentants des forces vives et des opérateurs économiques tout en reconnaissant les bienfaits cette célébration.

partenaires dont la contribution a permis de relever ce grand défi. La ville de Kaya a pu bénéficier d'importantes infrastructures socio-économiques qui ont changé la physionomie de la ville. Dans ce sens, les représentants des forces vives et des opérateurs économiques tout en reconnaissant les bienfaits cette célébration, n'ont pas manqué d'adresser leurs doléances pour l'entretien des ouvrages après la fête et le recouvrement des arriérés. Ils ont aussi plaidé pour que certaines infrastructures soient réalisées une année à l'avance, dans les célébrations à venir. Sur la gestion de l'après 11-Décembre, le Secrétaire d'Etat chargé de la Décentralisation a rassuré que « le MATD est engagé dans ce processus et très bientôt, il sera procédé au transfert des infrastructures à chaque entité notamment le Conseil Régional et la commune, pour que chacun puisse prendre soin de l'investissement dont il aura la gestion. ». La cérémonie a pris fin avec la remise symbolique



Boukari Khalil Bara ont aussi saisi cette occasion, pour témoigner leur reconnaissance aux acteurs de la région et aux structures partenaires dont la contribution a permis de relever ce grand défi.

d'attestations de reconnaissance à certaines structures partenaires pour leur accompagnement.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATD

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Préparatifs du Traité d'amitié et de coopération : Les Premiers ministres ivoiriens et burkinabè ouvrent la séance de travail bilatérale entre les experts

Région du Centre



Une séance aux cours de laquelle les experts des deux pays ont examiné les dossiers prioritaires et spécifiques devant être abordés lors de la 6e conférence au sommet du Traité d'amitié et de coopération (TAC).

Les Chefs de Gouvernement du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire, Paul Kaba THIEBA et Amadou Gon COULIBALY, ont co-présidé l'ouverture de la séance de travail bilatérale entre les experts burkinabè et ivoiriens le vendredi 7 juillet 2017 à Ouagadougou. Une séance aux cours de laquelle les experts des deux pays ont examiné les dossiers prioritaires et spécifiques devant être abordés lors de la 6e conférence au

sommet du Traité d'amitié et de coopération (TAC).

A l'ouverture des travaux de la séance de travail bilatérale entre les experts burkinabè et ivoiriens, Paul Kaba THIEBA a soutenu que les peuples burkinabè et ivoiriens sont unis par la géographie, l'histoire, la culture et par une intensité des rapports humains entre les deux nations.

Selon lui, le TAC signé le 29 juillet 2008 a créé le cadre

institutionnel et diplomatique pour le renforcement du dialogue et de la coopération entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

« Le TAC a permis d'accélérer notre coopération économique, politique et culturelle. Ce traité est l'expression de l'engagement de nos deux Gouvernements et de nos deux peuples de marcher ensemble, main dans la main, vers l'émergence, en ces temps troublés par la prévalence des zones de conflits en Afrique et dans

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

le monde. Ce traité a contribué activement à la consolidation de l'axe Yamoussoukro-Ouagadougou, devenant ainsi l'instrument privilégié d'intégration et de développement entre nos deux peuples », a-t-il expliqué.

A l'entendre, la tenue prochaine de la 6e conférence au sommet du TAC prévus du 13 au 18 juillet 2017 à Ouagadougou va permettre de poser de nouveaux jalons dans la construction de cette histoire commune. Il a souligné que dans ce monde en pleine mutation, les deux pays en marchant ensemble seront plus forts pour affronter les défis auxquels ils sont confrontés à savoir les défis de l'émergence, de la paix et du bonheur pour les deux peuples.

« Nous devons unir nos efforts et mutualiser nos moyens pour lutter efficacement contre la pauvreté et contre les menaces à la paix notamment le terrorisme sous toutes ses formes car aucun développement n'est envisageable dans un environnement d'instabilité et de violence », a-t-il poursuivi. A son tour, le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon COULIBALY,



Paul Kaba THIEBA a soutenu que les peuples burkinabè et ivoiriens sont unis par la géographie, l'histoire, la culture et par une intensité des rapports humains entre les deux nations.



Le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon COULIBALY.

a rappelé les liens séculaires deux peuples et les deux Etats. et fraternels qui unissent les

A son avis, c'est dans la commune

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

ambition des deux pays de poursuivre conjointement leur idéal de développement que le TAC a été signé le 28 juillet 2008 et constitue aujourd'hui « un cadre de concertation permanente qui permet de donner des orientations sur les priorités que les deux Gouvernements identifient dans leur marche commune de développement ». Il a soutenu que 15 accords

d'intérêt communs ont été signés lors du dernier TAC qui a permis également d'examiner et d'apprécier les progrès réalisés dans la mise en œuvre d'importants projets prioritaires.

Même s'il a reconnu qu'il y a de réels motifs de satisfaction au regard des avancées notables enregistrées, de nombreux défis restent à relever. « Le temps est donc venu d'engager résolument nos deux Etats sur

la voie d'une coopération suivie soutenue et pour le bénéfice de nos deux peuples mais aussi pour le progrès au sein de notre espace sous-régional », a-t-il martelé.

DCI/PM

Forum National sur la Sécurité : Les préparatifs vont bon train

Région du Centre

Le Comité National d'Organisation (CNO) du Forum national sur la Sécurité s'est réuni le lundi 10 juillet 2017, dans la salle de conférences du Ministère de la Sécurité. Présidée par le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Monsieur Simon Compaoré, Président du CNO, cette rencontre a connu la présence du Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants, Monsieur Jean Claude Bouda, du Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Monsieur René Bagoro et des présidents des neuf (09) commissions.



Le Comité National d'Organisation (CNO) du Forum national sur la Sécurité s'est réuni le lundi 10 juillet 2017, dans la salle de conférences du Ministère de la Sécurité.

La suite à la page 14

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



Les membres du CNO ont fait le point de l'avancement des préparatifs du Forum National sur la Sécurité qui se tiendra du 27 au 30 septembre prochain à Ouagadougou.

Les membres du CNO ont fait le point de l'avancement des préparatifs du Forum National sur la Sécurité qui se tiendra du 27 au 30 septembre prochain à Ouagadougou. Le Forum National sur la Sécurité se tiendra sous le thème : « Garantir la paix et la sécurité pour un développement économique et social du Burkina Faso : la nécessité d'une réforme du secteur de la sécurité ». Son objectif consiste à la

réalisation d'un diagnostic complet de la situation sécuritaire en vue de dégager des axes stratégiques pertinents pour une stratégie de sécurité nationale. Les travaux se mèneront autour des trois axes thématiques à travers des communications en plénières et des réflexions en ateliers. Dans l'ensemble, il ressort qu'en dépit de quelques difficultés, les préparatifs évoluent bien. Le président du CNO a invité les responsables des différentes

commissions à redoubler d'ardeur et à se mettre rapidement au travail pour la réussite de cet évènement.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du Ministère de la Sécurité

Financements, crises: la Côte d'Ivoire demande plus d'implication à l'OCI

Abidjan, pendant deux jours, lundi 10 et mardi 11 juillet, une cinquantaine de ministres des Affaires étrangères, membres de l'Organisation de coopération islamique, se rencontrent. La Côte d'Ivoire a été choisie pour présider cette 44e session pendant un an. Au menu, plusieurs rencontres bilatérales politiques et économiques et réunions à huis clos.

Depuis son adhésion en 2002, c'est la première fois que la Côte d'Ivoire organise et préside le conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de coopération islamique (OCI). L'homme du jour, c'est le ministre ivoirien,

Marcel Amon Tanoh. « Cette organisation est traversée par quelques conflits entre pays. Donc nous ferons en sorte que chacun mette de l'eau dans son vin, si je peux ainsi m'exprimer, pour faire en sorte que dans l'intérêt du rayonnement de l'organisation et de la paix dans notre région, les divergences puissent être réglées par le dialogue », a-t-il déclaré.

Même si rien ne filtre, la crise du Golfe, qui oppose l'Arabie saoudite au Qatar, est l'un des sujets politiques de la rencontre.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement continue de dérouler son Programme en faveur de l'autonomisation économique des jeunes

Région du Centre



Après le démarrage il y a quelques jours du Programme d'Autonomisation Économique des Jeunes et Femmes(PAE/JF), le Premier ministre Paul Kaba THIÉBA procède aujourd'hui, au lancement d'un autre ambitieux programme.

Après le démarrage il y a quelques jours du Programme d'Autonomisation Économique des Jeunes et Femmes(PAE/JF), le Premier ministre Paul Kaba THIÉBA procède aujourd'hui, au lancement d'un autre ambitieux programme. Il s'agit de «Burkina startups». D'une durée de 5 ans, ce programme qui a pour objet, le financement des projets innovants, est doté d'une enveloppe financière de 10 milliards de FCFA. Il est piloté par le Fonds Burkinabè de Développement Économique et Social (FBDES). Burkina Startup permettra à terme, la création de 100 PME viables et innovantes par an, avec à la clef, 10 mille emplois directs.

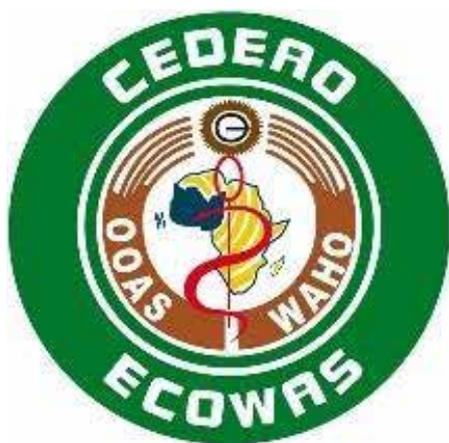


D'une durée de 5 ans, ce programme qui a pour objet, le financement des projets innovants, est doté d'une enveloppe financière de 10 milliards de FCFA.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Commémoration du 30ème anniversaire de la création de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS): Message du Directeur Général

Région du Centre



09 juillet 1987, 09 juillet 2017, cela fait trois décennies que les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Région Ouest Africaine, convaincus de la place centrale de la santé dans l'intégration et le développement socio-économique de la région, adoptaient le protocole A/P2/7/87 portant création de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), en tant qu'unique Institution spécialisée en santé de la région.

Ce jour particulier m'offre l'occasion, à l'instar des années précédentes, de rendre un hommage mérité aux Pères Fondateurs de l'OOAS, qui ont très tôt perçu le sens de mettre en place cet instrument d'intégration régionale en matière de santé, avec pour mission d'offrir aux

populations de la CEDEAO, le niveau le plus élevé en matière de prestation de soins de santé. L'atteinte des objectifs de cette mission, à la fois difficile et exaltante constitue une œuvre de longue haleine que l'OOAS s'efforce d'accomplir au quotidien, avec conviction et détermination en collaboration avec l'ensemble des Etats membres de la CEDEAO et le soutien des partenaires. En trente ans d'existence, des efforts considérables ont été accomplis dans le domaine de la Gouvernance en santé, du partenariat stratégique et de l'harmonisation des politiques, de la lutte contre les épidémies et les autres maladies, de la Santé Maternelle et Néonatale, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées, du renforcement des Systèmes de Santé, le développement de la Recherche, de la Médecine Traditionnelle, des Ressources Humaines en Santé, de la Promotion des Bonnes Pratiques, des Médicaments et Vaccin, de l'Information Sanitaire etc..., mais le chemin reste encore long. En effet, la région Ouest Africaine reste encore en proie à des épidémies récurrentes de méningite, de choléra, de rougeole, de dengue, la résurgence des épizooties de grippe aviaire hautement pathogènes et plus récemment l'épidémie de la fièvre de la vallée

du Rift, et celle de la maladie à virus Zika. L'espace CEDEAO garde encore en mémoire, les stigmates de la terrible épidémie de la maladie à virus Ebola qui est venue rappeler à notre conscience l'interface homme-animal-écosystème dans l'évolution et l'émergence des pathogènes et surtout la nécessité de conjuguer les efforts, à travers la mise en œuvre d'actions multisectorielles, pour des systèmes de santé plus solides et résilients, en vue de faire face avec efficacité aux menaces croissantes des épidémies. C'est pourquoi, l'OOAS a voulu placer ce 30ème anniversaire sous le thème : « L'approche « Une Seule Santé »: Exigence d'une synergie d'actions dans la lutte contre les maladies en Afrique de l'Ouest ». Cette approche intégrée de la santé met l'accent sur les interactions entre les secteurs de la santé animale, humaine et leurs divers environnements. Elle encourage les collaborations, les synergies et l'enrichissement croisé de tous les secteurs et acteurs dont les activités peuvent avoir un impact sur la santé. En effet, 75% des nouvelles maladies infectieuses qui ont affecté les humains au cours de la dernière décennie sont d'origine animale. Le but de l'approche une seule santé est donc d'améliorer la santé et le bien-être des populations grâce à la prévention des risques et à l'atténuation des

La suite à la page 17

La suite de la page 16

effets des crises qui proviennent de l'interface entre les humains, les animaux et leurs écosystèmes. Elle exige d'appréhender la sécurité sanitaire dans une perspective globale et transversale, appelant à une collaboration étroite, entre les acteurs de la santé humaine, de la santé animale, de la santé végétale, des écosystèmes et de la biodiversité, afin de mettre en place au niveau national, comme au niveau régional des mécanismes aptes à assurer avec efficacité et efficacité, la surveillance, la détection, la prévention et le contrôle des maladies. Dans cette perspective, plusieurs décisions ont été récemment prises par les plus Hautes Autorités de notre région qui corroborent l'amorce d'un changement de paradigme en matière de lutte contre les maladies et les épidémies dans notre région. Il s'agit entre autres de :

- la Décision prise par la 47ème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO tenue à Accra le 19 mai 2015, de créer un Centre Régional de Surveillance et de Contrôle des Maladies de la CEDEAO (CRSCM/CEDEAO) basé à Abuja au Nigéria ;
- la mise en place d'une Equipe Régionale d'Intervention Rapide (ERIR) dénommée « CASQUES BLANCS DE LA CEDEAO » ;
- l'adoption de la Résolution de Dakar, portant création d'un Cadre de Coordination Régionale

de l'approche « Une Seule Santé », lors de la 50ème Session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO tenue en décembre 2016 ;

- l'adoption de la Déclaration de Monrovia sur la reconstruction Post Ebola par la 51ème Session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO en Juin 2017, dans le prolongement de la réunion de haut niveau post Ebola tenue à Monrovia en Avril 2017. S'inscrivant dans cette même dynamique, la récente Assemblée des Ministres de la Santé de la CEDEAO tenue à Abuja, au Nigéria le 16 Juin 2017 a adopté les termes de référence de la Plateforme de coordination politique du Cadre régional « Une Seule Santé » de la CEDEAO, ainsi que la feuille de route relative aux principales interventions à mener durant la période 2017-2018 pour son opérationnalisation. C'est ici le lieu, de renouveler notre gratitude à tous les Chefs d'Etats et de Gouvernement de notre région pour leur fort engagement, le soutien constant et l'accompagnement permanent à l'OOAS, dans sa quête de trouver collectivement et stratégiquement des solutions aux problèmes de santé de nos populations.

Je voudrais aussi saisir cette occasion pour témoigner notre reconnaissance et notre gratitude

aux Etats membres et appeler au renforcement du lien déjà établi entre les acteurs de la santé humaine, de la santé animale, ceux en charge de l'agriculture et des questions environnementales de notre région en vue d'actions collectives, afin de relever ensemble le défi de la prévention et de la lutte concertées et collectives contre les épidémies et ainsi, accélérer le développement socio-économique de notre région.

Je voudrais par ailleurs, renouveler à l'ensemble des Partenaires Techniques et Financiers, notre profonde gratitude pour leur disponibilité constante à nous accompagner durablement dans nos efforts d'assurer aux populations de notre communauté un meilleur état de santé.

Je ne saurais terminer cette adresse sans témoigner notre attachement aux idéaux d'intégration prônés par la CEDEAO.

**Vive l'intégration africaine,
Vive la CEDEAO, Vive l'OOAS**

Je vous remercie

**Dr Xavier CRESPIN,
Directeur Général de l'OOAS**

**publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info**

ANNONCE



DOCTORAT

Centre d'Examen Européen

Doctorate Of Business Administration



Un diplôme de haut niveau qui permet aux professionnels

- ✓ D'évoluer dans un cadre d'excellence
 - ✓ De côtoyer les références académiques et professionnelles internationales
 - ✓ De s'ouvrir à la diversité de pensées et de cultures
 - ✓ Et enfin d'être reconnu comme expert dans un secteur

Un programme Doctoral en trois ans (en moyenne) avec deux à trois séminaires par an

Dates de rentrées :

Le 15 Juin 2017 et Le 15 Décembre 2017

NB : les dossiers sont recevables un mois avant chaque date de rentrée

Un programme assuré par la Fondation Sciences-Campus, l'École Doctorale de la FEDE, l'Institut de Recherche de la FEDE et OTC Burkina

Avenue Sembene Ousmane, Ouaga 2000, 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Burkina Faso
en face de la station TOTAL Ambassade,

Tél : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26 / +226 77 20 00 26

Email : contact@ebs-edu.fr Site web : www.sciences-campus.org

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

**Poste: H/F Chef de Projet
- Education - Liban**

Description

H/F Chef de projet

**Programme d'éducation pour
les populations vulnérables**

**(C o m m u n a u t é
libanaise et réfugiée)**

Beyrouth - LIBAN

C O N T E X T E

L'IECD est un organisme de solidarité internationale créée en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et du renforcement de structures sanitaires, éducatives et sociales.

L'IECD est présent au Proche-Orient depuis 1994 et y a ouvert une délégation régionale à Beyrouth en 2007. Une équipe de plus de 30 personnes mène une quinzaine de projets dans la région.

LE PROJET

A partir d'un projet d'appui aux enfants et aux jeunes des familles réfugiées irakiennes lancé dans la banlieue de Beyrouth en 2006, l'IECD a progressivement développé plusieurs activités consistant à proposer des cours de renforcement scolaire ainsi que des activités extra scolaires aux jeunes réfugiés déscolarisés pour répondre aux besoins

des populations syriennes. Aujourd'hui, des activités sont mises en œuvre dans 3 centres au Liban : à Beyrouth, à Tripoli et près de Saida auprès d'enfants de familles vulnérables (Syriennes/Irakiennes/libanaises).

L'IECD souhaite d'une part renforcer son dispositif d'accès à l'éducation et d'aide aux enfants et familles vulnérables (dont les familles réfugiées au Liban) et d'autre part favoriser les synergies régionales en structurant un programme d'accès à l'éducation pour les jeunes et enfants réfugiés ou déplacés syriens.

Pour mener à bien ce projet et dans le cadre d'un remplacement, l'IECD recherche un(e) chef de projet d'accès à l'éducation des enfants de familles vulnérables.

M I S S I O N

Sous la responsabilité du directeur MENA, le/la chef de projet aura pour objectifs d'assurer :

1/ Organisation et supervision des activités du projet :

Mettre en œuvre et suivre les activités en maintenant la dynamique du projet

Contrôler et suivre les objectifs et résultats fixés par les différents partenaires financiers et assurer le reporting interne et externe

Formaliser et homogénéiser les modalités d'intervention sur les centres

Suivre l'accompagnement des bénéficiaires,

notamment de sa qualité

Vérifier la mise à jour de la base de données des bénéficiaires

Assurer la communication sur le projet

2/ Recherche et consolidation des partenariats :

Appuyer le partenaire local à Rmeileh (près de Saida)

Développer de nouveaux partenariats opérationnels

Assurer le lien avec les institutions et participer aux réunions et clusters en lien avec l'éducation au Liban

3/ Développement de nouvelles activités au sein des centres existants :

Définir les besoins et la stratégie de développement des centres

Piloter l'introduction de nouvelles activités

4/ Contrôle de gestion budgétaire et financier :

Vérifier la bonne application des procédures IECD et des différents partenaires financiers sur le projet

Suivre les dépenses et les encaissements

Mettre à jour l'outil de suivi financier

Mettre à jour le budget prévisionnel trimestriel et annuel

Piloter les évaluations et audits internes et externes

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

5/ Gestion des ressources humaines :

Recruter, accompagner, fidéliser, former et faire monter en compétences l'équipe locale (plus de 20 collaborateurs) en assurant un transfert de compétences et un renforcement des capacités

Animer l'équipe répartie sur plusieurs régions et favoriser la communication interne

6/ Identification et mobilisation de nouveaux partenaires financiers pour assurer la poursuite du projet

Préparer de propositions destinées aux partenaires financiers potentiels

Préparer des budgets pluriannuels du projet

P R O F I L

Formation : master/école commerce, développement, économie/gestion, sciences-politiques

Expérience : 5 ans minimum, dans le secteur de la solidarité internationale – ou en entreprise

La connaissance du Liban et de la région sera très appréciée

Compétences recherchées :

Gestion de projets opérationnelle et multi-sites

Suivi d'activités et gestion financière

Rédaction (en français ou anglais)

Maîtrise du français et de l'anglais indispensable – la compréhension de l'arabe est fortement appréciée

Qualités attendues : (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire) et cotisation retraite

A u t o n o m i e, organisation et rigueur

Leadership, polyvalence et pragmatisme

Sens développé des relations humaines et de la communication

Goût pour le travail en équipe et pédagogie dans une optique d'accompagnement et de « transfert de compétences »

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, l'esprit de service, l'engagement professionnel

CONDITIONS DU POSTE

Statut : Contrat de droit français (Volontariat de la Solidarité Internationale)

Formation au départ d'une semaine à Paris

Sous la responsabilité : directeur MENA, basé à Beyrouth

Dates du poste : Dès que possible, pour 2 ans minimum

Localisation : Beyrouth, Liban – Nombreux déplacements sur les centres

Package global :

Rémunération selon profil

Participation au logement

Billet A/R par année de mission

Prise en charge des frais de déplacement sur le terrain

Prise en charge du téléphone mobile

Pack médical et social complet

C O N T A C T

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « Liban – CDP éducation »

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Ville Beyrouth

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Informatique, Communication, Ressources Humaines, Social

Pays Moyen Orient, Liban

Contrat C D D , Inconnu, Volontariat / service civique

Email de la personne contact recrutement@iecd.org

Date de fin de validité 31/08/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: H/F Chargé(e) de projet Administratif et Financier – Alternance – Audit interne / externe Paris

Description

H/F Chargé(e) de projet Administratif et Financier

Alternance – Audit interne / externe

P a r i s

C O N T E X T E

L'IECD est un organisme de solidarité internationale créé en 1988 qui met en oeuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales.

L'IECD structure son activité autour de 3 axes où l'IECD développe un savoir-faire reconnu :

- Formation professionnelle et insertion des jeunes
- Entreprenariat et très petites entreprises
- Education et Santé

Nous intervenons sur 4 zones et plus spécifiquement 14 pays :

- Afrique Sub-saharienne : Cameroun, Côte d'Ivoire, Nigéria, Congo, République Démocratique du Congo
- MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) : Liban, Syrie, Territoires Palestiniens, Egypte, Maroc
- Océan Indien : Madagascar
- Asie du Sud-Est : Thaïlande, Vietnam, Birmanie

A Paris, un pôle de fonctions supports est déployé. Afin d'optimiser et de structurer la Direction Administrative et Financière, l'IECD cherche un(e) assistant(e) en audit interne et externe.

M I S S I O N

Sous la responsabilité et avec le support du directeur financier, l'assistant(e) en audit aura quatre missions devant contribuer à garantir l'excellence de la gestion financière et comptable de l'IECD vis-à-vis de ses bailleurs publics et privés, tant interne qu'externe, selon que l'IECD exécute elle-même le projet ou s'appuie sur un partenaire externe :

1. Appui continu à la Direction Administrative et Financière et à la Direction Générale

- Constitution du plan d'audit fonction des zones de risques et des échéances bailleurs
- Pilotage de l'exécution du plan d'audit
- Suivi des recommandations émises lors des audits

2. Réalisation d'audits externes (partenaires sur le terrain)

- Révision de la comptabilité du partenaire : Balances auxiliaires, balances analytiques, rapprochements bancaires, réciprocité des comptes avec l'IECD, vérification des justificatifs, ...
- Contrôle du respect des procédures bailleurs (UE, AFD) et IECD par le partenaire

(RH, Achats, Trésorerie)

– Rédaction de comptes rendus d'audit

3. Réalisation d'audits internes (délégations de l'IECD à l'étranger, projets)

– Contrôle du respect des procédures comptables et financières de l'IECD par la délégation

– Contrôle du respect des procédures chef de projet de l'IECD par les chefs de projet sur le terrain

– Contrôle du respect des procédures bailleurs (UE, AFD) par les chefs de projet sur le terrain

– Rédaction de comptes rendus d'audit

4. Conduite du changement

– Support aux opérationnels en cas d'audit externes mandatés par les bailleurs

– Amélioration et simplification des procédures internes de l'IECD : notamment alignement des procédures internes de l'IECD sur les évolutions des procédures bailleurs (UE, AFD)

– Formation des différents chefs de projet aux procédures définies

P R O F I L

Formation : en école de commerce avec une spécialité comptabilité, en finance – DSCG fortement attendu.

Expérience : en cabinet comptable, d'audit, commissariat aux comptes.

Compétences et

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

qualités attendues :

- Compétences en comptabilité ; goût pour les chiffres
- Qualités rédactionnelles
- Rigueur et organisation, sens du détail, précision, capacités d'analyse et de synthèse
- Autonomie, curiosité, dynamisme et force de proposition
- Qualités d'engagement et de dynamisme
- Maîtrise du français et idéalement de l'anglais
- Intérêt pour les sujets de solidarité internationale et le développement
- Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel.

CONDITIONS DU POSTE

Statut: Contrat d'apprentissage

Dates du poste :

- Dès septembre 2017, pour 1 an

Localisation : Paris 15e

Sous la responsabilité : du Directeur Administratif et Financier ; collaboration étroite avec la responsable de la comptabilité

et du contrôle de gestion

Rémunération : salaire selon profil, 50% du transport, 100% du déjeuner

C O N T A C T

Envoyer votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence 'PARIS - Alternance DAF'

au service recrutement, à recrutement@iecd.org

Ville P a r i s

**Fonctions
Coordination, Gestion de projet**

**Activités
Finance, Economie, Administration**

**Pays
Europe, France**

Contrat Alternance

Date de validité de fin de 31/08/2017



Avis de recrutement

Poste: Programme de Santé Publique - lutte contre la drépanocytose

Kinshasa, République démocratique du Congo

C O N T E X T E

L'IECD accompagne depuis sa création en 1991 l'association congolais CECFOR et l'hôpital Monkole. En 2006, CECFOR a créé avec l'IECD la Plateforme de Veille sur la Drépanocytose,

qui vise à réduire la mortalité infantile et améliorer la prise en charge des drépanocytaires. Ce programme a été étendu au Cameroun, au Congo et à Madagascar dans le cadre d'une phase de 4 ans (2014-2017), suite à une première expérience réussie depuis 2006 en RDC. La PAFOVED a un rôle moteur dans le programme multi-pays, notamment de partage d'expérience.

La drépanocytose est la première maladie génétique dans le

monde. Sans dépistage précoce, les enfants ne sont pas pris en charge et 50 % d'entre eux meurent avant l'âge de 5 ans.

En RDC, ce programme vise à améliorer la prise en charge de 2000 drépanocytaires à travers les volets suivants :

Organisation de dépistage précoce (renforcement de laboratoires ; formation du personnel de santé, implication de maternités pilotes) ;

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

Amélioration de la prise en charge médicale (formation du personnel de santé à la prise en charge médicale ; disponibilité des vaccins et médicaments ; éducation thérapeutique des familles) ;

Sensibilisation de la population (sensibilisation dans les écoles, lors des consultations prénatales, sensibilisation grand public) ;

Plaidoyer au niveau national et international.

L'équipe de la PAFOVED mobilisée sur le projet compte actuellement environ 10 personnes. Elle est basée à Kinshasa et Lubumbashi et mène quelques activités à Mbuji-Mayi.

La PAFOVED fait partie du CEFA (Centre de formation et d'appui), rattaché au Centre Hospitalier Monkole, initiatives de CECFOR. Le CEFA mène par ailleurs d'autres projets de développement et de recherche scientifique avec des partenaires européens et américains.

M I S S I O N

Vous serez responsable d'accompagner l'équipe de la PAFOVED mobilisée sur le projet drépanocytose sur les aspects suivants :

1/ Conseil au directeur du CEFA

Conseil et appui sur l'organisation

et le management de l'équipe (organigramme, fiches de poste, suivi du personnel, etc.)

Conseil et appui sur le développement du projet, de partenariats opérationnels

Volet institutionnel : suivi des relations avec les autorités : appui à la formalisation d'une stratégie et d'un plan d'action de plaidoyer.

Appui à la levée de fonds pour le cofinancement du projet.



Avis de recrutement

Poste: H/F **Assistant(e) Technique** -

Programmes de santé – RDC

Accueil » H/F Assistant(e) Technique – Programmes de santé – RDC

Description

Assistant(e) technique

Programme de Santé Publique – lutte contre la drépanocytose

Kinshasa, République démocratique du Congo

C O N T E X T E

L'IECD accompagne depuis sa création en 1991 l'association congolais CECFOR et l'hôpital Monkole. En 2006, CECFOR a créé avec l'IECD la Plateforme de Veille sur la Drépanocytose, qui vise à réduire la mortalité infantile et améliorer la prise en charge des drépanocytaires. Ce programme a été étendu au Cameroun, au Congo et à Madagascar dans le cadre d'une phase de 4 ans (2014-2017), suite à une première expérience réussie depuis 2006 en RDC. La PAFOVED a un rôle moteur dans le programme

multi-pays, notamment de partage d'expérience.

La drépanocytose est la première maladie génétique dans le monde. Sans dépistage précoce, les enfants ne sont pas pris en charge et 50 % d'entre eux meurent avant l'âge de 5 ans.

En RDC, ce programme vise à améliorer la prise en charge de 2000 drépanocytaires à travers les volets suivants :

Organisation de dépistage précoce (renforcement de laboratoires ; formation du personnel de santé, implication

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

de maternités pilotes) ; poste, suivi du personnel, etc.)

Amélioration de la prise en charge médicale (formation du personnel de santé à la prise en charge médicale ; disponibilité des vaccins et médicaments ; éducation thérapeutique des familles) ;

Sensibilisation de la population (sensibilisation dans les écoles, lors des consultations prénatales, sensibilisation grand public) ;

Plaidoyer au niveau national et international.

L'équipe de la PAFOVED mobilisée sur le projet compte actuellement environ 10 personnes. Elle est basée à Kinshasa et Lubumbashi et mène quelques activités à Mbuji-Mayi.

La PAFOVED fait partie du CEFA (Centre de formation et d'appui), rattaché au Centre Hospitalier Monkole, initiatives de CECFOR. Le CEFA mène par ailleurs d'autres projets de développement et de recherche scientifique avec des partenaires européens et américains.

M I S S I O N

Vous serez responsable d'accompagner l'équipe de la PAFOVED mobilisée sur le projet drépanocytose sur les aspects suivants :

1/ Conseil au directeur du CEFA

Conseil et appui sur l'organisation et le management de l'équipe (organigramme, fiches de

Conseil et appui sur le développement du projet, de partenariats opérationnels

Volet institutionnel : suivi des relations avec les autorités : appui à la formalisation d'une stratégie et d'un plan d'action de plaidoyer.

Appui à la levée de fonds pour le cofinancement du projet.

2/ Appui à l'équipe opérationnelle pour la gestion du projet

Appui au médecin coordinateur pour la planification des activités et l'animation de réunions de suivi de projet

Appui à la formalisation et au suivi de processus opérationnels (procédures opérationnelles, protocoles, documents de méthodologie du projet)

Amélioration et suivi du système de collecte et analyse de données : base de données, suivi d'indicateurs.

Renforcement de la qualité du projet : sensibilisation et mobilisation de l'équipe sur les indicateurs de qualité, proposition d'innovations.

3/ Appui à l'équipe comptable

Accompagnement à la montée en compétences du comptable

Préparation de la clôture financière et de l'audit de la phase 1.

Appui à la mise en place, à la rédaction et au suivi de

procédures administratives et comptables conformes aux exigences de l'IECD et des autres bailleurs du CEFA, en tenant compte des procédures internes de CECFOR

Appui à la budgétisation (budget annuel + actualisation trimestrielle) et au contrôle de gestion.

4/ Suivi du projet pour le compte de l'IECD

Gestion au quotidien de la relation de l'IECD avec le partenaire local

Validation des rapports narratifs et financiers de la PAFOVED avant transmission au siège de l'IECD

Contribution à la rédaction des rapports destinés aux bailleurs de fonds.

Représentation du projet auprès des bailleurs locaux (AFD)

P R O F I L

Formation : Généraliste (école de commerce, de gestion, IEP...) ou santé publique

Expérience :

Expérience professionnelle requise (2 ans minimum).

Connaissance de l'Afrique recommandée

Compétences :

Capacités de gestion de projet et de suivi financier

Un sens développé des relations humaines et de la diplomatie sera déterminant

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

Qualités attendues : Rigueur et organisation

Capacité à se mettre à l'écoute et à s'adapter aux réalités locales

Capacité à allier leadership / force de proposition et humilité / sens du dialogue

Adhésion aux valeurs de l'IECD (un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel) et à celles du partenaire local.

CONDITIONS DU POSTE

Statut : Contrat de droit français – Volontariat de Solidarité Internationale

Sous la responsabilité : de la responsable du pôle Santé, basée à Paris, et de la représentante IECD en RDC, basée à Kinshasa ;

En collaboration étroite avec : la coordinatrice du programme (basée à Paris).

Echanges avec les chefs de projets drépanocytose dans les autres pays.

Dates du poste : A partir de septembre 2017, pour 2 ans renouvelables

Localisation : bureau dans les locaux du CEFA / CH Monkole, Kinshasa.

Conditions contractuelles :

Rémunération selon profil

Participation au logement

Billet début et fin de contrat + **1A/R tous les 12 mois**

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire) et cotisation retraite de base.

C O N T A C T

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation) avec la référence «

RDC – AT drépa»

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Ville Kinshasa

Fonctions Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Technicien spécialiste

Activités Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Economie, Finance, Administration, Informatique, Communication, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays Afrique, RD Congo

Contrat Bénévolat, CDD, Inconnu, Volontariat / service civique

Date de fin de validité 30 / 08 / 2017



Avis de recrutement

Poste: Coordinateur d'Equipes et de Projets (F/H) à Tours

Description

Nous rêvons de faire émerger une génération de citoyens plus solidaires et plus tolérants.

Nous faisons plus que rêver : nous agissons !

Depuis 1995, Unis-Cité, association pionnière et spécialisée dans le Service Civique, a déjà accompagné près de 18.500 jeunes, dans la diversité, sur des missions d'intérêt général : environnement, culture, éducation, entrepreneuriat social, lutte contre l'exclusion... Une expérience solidaire et

humaine qui les marque à vie, et qui nous pousse nous, en tant que professionnels, à innover et à aller encore plus loin. Nos 3 mots d'ordre : esprit d'équipe, professionnalisme et enthousiasme.

Le Service Civique continue à se développer et nous recherchons aujourd'hui ceux qui, demain,

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

vont nous aider à accompagner encore plus de jeunes, sur de nouveaux territoires, sur de nouvelles missions. C'est à vous de jouer : Rejoignez-nous !

Dans le cadre d'une campagne nationale de recrutement, Unis-Cité recrute des coordinateurs d'équipes et de projets sur des thématiques multiples sur l'ensemble du territoire national, et notamment à Tours!

Ville **T o u r s**

Expériences / Formation du candidat

MISSIONS :

Au sein de l'équipe, vos principales missions sont :

Recruter les volontaires en s'appuyant sur les prescripteurs jeunesse et sur les filières étudiantes.

Accompagner et encadrer entre 20 et 30 jeunes recrutés dans la diversité, dans la valorisation de leurs compétences. Et animer la vie d'équipe des volontaires.

Coordonner la mise en œuvre des projets d'intérêt général menés par les volontaires en lien avec les partenaires des projets.

Créer et faire vivre un réseau d'acteurs et organiser les événements internes du programme Unis-Cité sur son

territoire (immersion, formation, événements de valorisation).

Mettre en œuvre les moyens de la réalisation du projet par les volontaires.

Accompagner les jeunes dans l'atteinte des objectifs du projet.

Evaluer l'impact de la mission des volontaires et établir les bilans de fin de projets.

Qualité du candidat

PROFIL :

Qualités relationnelles et organisationnelles, autonomie sont les atouts pour réussir dans cette mission.

Expérience exigée de 3 ans dans l'encadrement des jeunes 16/25 ans, notamment issus de quartiers prioritaires de la ville, ainsi qu'en montage et animation de projets.

Contrat à temps plein

Salaire indicatif : 1755€ brut mensuel – mutuelle – tickets restaurant.

Statut : CDD d'un an,

Prise de poste : dès que possible

Fonctions
Animation, Formation,
Coordination, Gestion de projet
Activités

Animation, Formation,
Education, Autre, Social

Pays **France**
Europe,

Contrat **C D D**

Documents à envoyer

CANDIDATURE :

Merci de postuler via notre questionnaire de candidature que vous trouverez en cliquant sur le lien suivant : <https://goo.gl/2AWvsb>. Vous pouvez aussi demander le formulaire de candidature par mail à asall@uniscite.fr.

Télécharger le formulaire de candidature, le compléter sous forme électronique et l'envoyer ainsi que votre **CV complet à recrutement.campagneuc@uniscite.fr**.

Email de la personne contact
r e c r u t e m e n t .
campagneuc@uniscite.fr

Date de fin de validité **31/07/2017**



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

TOUMAN INTERIM recherche des candidatures pour le poste d'attaché (e) commercial (e) au profit d'un complexe hôtelier situé à Ouagadougou.

Résumé du poste : Sous la responsabilité du Directeur Général, il/elle est chargé(e) de la gestion et du développement du portefeuille clients :

- faire de la prospection commerciale et rechercher de nouveaux clients,
- assurer le suivi et la fidélisation de la clientèle,
- Détecter et analyser des nouveaux besoins client
- assurer la représentation de l'entreprise lors de salons et manifestations commerciales
- Promouvoir l'offre de services ou de produits de l'hôtel
- Participer au suivi des collaborateurs chez les clients
- Gérer les litiges commerciaux en lien avec le client et l'équipe projet
- Définir les objectifs et élaborer la stratégie d'atteinte
- Estimer les coûts

(de développement, lancement de nouveaux services) et évaluer le prix

- Analyser des Appels d'Offres / cahier des charges et prendre la décision
- Rendre compte de son activité commerciale

P R O F I L

BAC + 2 Hôtellerie/ Gestion commerciale/ Marketing / Autres

Expériences : 02ans dans l'hôtellerie et 1an dans la prospection commerciale

Aptitudes liées à l'emploi

- ❖ Etre âgé de de 28 à 34 ans
- ❖ Avoir un esprit d'analyse et de synthèse,
- ❖ Maîtriser l'analyse de risque,
- ❖ Avoir une forte capacité d'anticipation,
- ❖ Etre capable d'animer une équipe,
- ❖ Maîtriser l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, Internet).

Procédures : Présélection sur dossier, entretiens d'embauche.

Candidatures féminines encouragées

Autres Conditions

Les dossiers devront comporter un cv + une lettre de motivation (adressée à la Responsable) + la copie de la CNIB + les copies des diplômes et attestations et devront parvenir **au plus tard le Jeudi 13/07/17 à 17h au siège de TOUMAN INTERIM**, sise au secteur 04 cité AN II, 10 BP 356 Ouaga 10, au 1^{er} étage du Commissariat Général des KUNDE D'OR ou par Email à toumaninterim@yahoo.com. Les dossiers sont recevables du Lundi au Vendredi de 7h30 à 12h30 et de 15h à 17h, le samedi de 8h à 12h. Tél : (00226) 25 38 50 09 / 64 98 87 30

N.B : Les dossiers réceptionnés restent la propriété de TOUMAN INTERIM et seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...

Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

08/07/2017 AU 15/07/2017 Groupe II

Aéroport	25 31 42 22	14	Heera	25 31 66 10	28	Rood Wooko	25
2	Amaro	25 34 33	15	Jabnéel	25 44 78 70	30 88 90	
28			16	Jourdain	25 36 06 86	29	Sangoulé Lamizana
3	Ar-rahma	25 35 09 86	17	Karpala	25 37 14 14	41 13 00	25
4	Augustine	25 37 61 00	18	Koulouba	25 31 19 18	30	Schifeyi
5	Barwende	25 40 85 90	19	La Famille	25 43 06 85	31	Sig-Noghin
6	Boulmiougou	25	20	Marlass	78 55 00 52	32	Sigri
43 12 68			21	Martin	25 50 84 59	33	Sud
7	Cité An III	25 33 19 66	22	Meteba	25 33 53 33	34	Talba
8	Dapoya	25 31 32 01	23	Nayyira	25 48 18 41	35	Tanko
9	Delwindé	25 36 72 80	24	Neima	25 35 56 82	36	Univers
10	Denisa	71 82 76 60	25	Nemadis	25 37 30 41	37	Wati
11	Faso	25 38 19 29	26	Progrès	25 43 01 62	38	Yobi
12	Flayiri	25 40 73 44	27	Providence	25 31 86 48		
13	Hamdalaye	25 34 36 94					

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO